

Compte rendu du colloque



**Les attentats du 11 septembre 2001 : 5 ans plus tard
Pour mieux comprendre le terrorisme aujourd'hui**

19 octobre 2006

Auteurs du rapport :

Révision : Céline Huyghebaert



Chaire Raoul-Dandurand
en études stratégiques et diplomatiques
Raoul Dandurand Chair
of Strategic and Diplomatic Studies

Charles-Philippe David, Titulaire de la Chaire Raoul-Dandurand en études stratégiques et diplomatiques

Mot d'ouverture

Le professeur Charles-Philippe David, titulaire de la Chaire Raoul-Dandurand, a ouvert le colloque *Les attentats du 11 septembre 2001 : 5 ans plus tard* en remerciant les partenaires associés à la conférence : l'Administration canadienne de la sûreté et du transport aérien, le ministère des Affaires étrangères, le ministère de la Défense nationale du Canada, le ministère de la Sécurité publique du Québec et le ministère des Relations internationales du Québec. Sans ces partenaires, les activités et travaux de la Chaire Raoul-Dandurand ne seraient pas possibles.

Le premier panel portait sur la notion de terrorisme et les nouvelles formes de terrorisme. Le second panel abordait la question du terrorisme islamique et ce qu'il advient de l'organisation Al Qaida. Le troisième panel était axé sur les mesures sécuritaires en réponse au terrorisme après le 11 septembre 2001.

Afin de situer le débat pour le colloque, le professeur David a rappelé quelques statistiques présentes dans l'ouvrage *Le 11 septembre 2001 : cinq ans plus tard*, publié par la Chaire Raoul-Dandurand en septembre 2006. Ce livre a pour but de distinguer les mythes de la réalité, et de dévoiler la nature exacte du terrorisme aux citoyennes et citoyens. D'abord, nous réalisons avec le recul que l'augmentation du nombre d'attentats terroristes internationaux depuis le début de la décennie est certes notable, mais n'est pas significative par rapport au nombre d'attentats perpétrés dans les années 1980. Ensuite, Charles-Philippe David a souligné qu'il fallait faire une distinction entre le terrorisme national et le terrorisme international. Depuis au moins une dizaine d'années, environ 300 attentats terroristes internationaux sont enregistrés. Lorsque toutes les formes de terrorismes sont regroupées, des milliers d'attentats sont dénombrés. Il est donc important d'être prudents dans l'utilisation des statistiques. Par exemple, les attentats perpétrés en Irak sont considérés par le Département d'État américain comme étant des actes terroristes nationaux. Pourtant, ces actes pourraient être qualifiés d'insurrection. En ce qui a trait au nombre de morts causées par les attentats terroristes internationaux, à l'exception des attentats du 11 septembre 2001, ces derniers ne dépassent guère le nombre de 500 par année dans le monde. Il s'agit donc de s'interroger sur la particularité des attentats perpétrés en 2001 : resteront-ils isolés ou seront-ils répétés? Le nombre d'attentats-suicide connaît quant à lui une forte augmentation. Enfin, le nombre de morts en moyenne par attentat terroriste international, à l'exclusion des événements du 11 septembre 2001, est de 2,5. Statistiquement, les risques de mourir d'un attentat terroriste international sont donc très faibles.

Monsieur David a chaleureusement remercié ses collaborateurs, notamment Benoît Gagnon, et a cédé la parole aux panélistes.

LES NOUVELLES FORMES DE TERRORISME

John Mueller, Professeur, Université de l'État d'Ohio

Exaggerating the Terrorist Threat: Costs and Consequences

John Mueller a abordé la question de l'exagération de la menace terroriste, ainsi que des coûts et des conséquences de cette dernière en plusieurs points. Premièrement, Muller a rappelé que le terrorisme avait généralement des effets directs limités. En effet, les risques d'être tué par un attentat demeurent très minimes (1 chance sur 80 000). Pourtant, la population américaine est très inquiète d'une imminente attaque terroriste en sol américain et une grande partie d'entre elle (40 %) se dit très anxieuse à l'idée d'être la cible d'une attaque terroriste.

Deuxièmement, les divers coûts découlant d'actes terroristes proviennent très souvent de la sur-réaction suivant les attentats. Dans le cas des attentats du 11 septembre 2001, les pires coûts économiques n'étaient pas ceux « directement » causés par les attentats, mais ceux découlant de la peur qu'ont engendrée les actes terroristes : création du *Homeland Security Department* avec un budget annuel de 40 à 50 trillions de dollars, migration des bureaux de compagnies à l'extérieur des zones urbaines, etc. Le professeur identifie également des *opportunity cost* dont l'ouragan Katrina fournit un bon exemple : le *Homeland Security* avait investi tant d'argent dans des activités de contre-terrorisme que le gouvernement américain n'était pas prêt à affronter et à gérer la catastrophe écologique.

Troisièmement, selon Muller, les industries du terrorisme constituent la principale part du problème. Plusieurs acteurs ont un grand intérêt à perpétuer le climat de peur : la bureaucratie qui est directement affectée par les attentats terroristes, les médias et les entrepreneurs du risque. Fondamentalement, les terroristes veulent supprimer le style de vie américain et c'est en utilisant la peur qu'ils peuvent y arriver.

En ce sens, Muller croit que les politiques faites pour gérer les problèmes de terrorisme devraient se concentrer sur la réduction de la peur et de l'anxiété, plutôt que d'essayer de réduire les dangers du terrorisme, notamment en mettant en contexte les actes terroristes et en réduisant les fausses alertes.

Jean-Jacques Patry, Directeur du Centre européen de recherche opérationnelle militaire (Fondation pour la Recherche Stratégique), France

Violence groupusculaire : rationalité et limite de l'action par la terreur

Au cours de sa présentation, Jean-Jacques Patry a analysé la façon dont fonctionne la mécanique instrumentale terroriste au regard de sa rationalité. Le panéliste, à travers une analyse technique du fonctionnement des groupes terroristes, a exposé les raisons expliquant pourquoi le terrorisme était un instrument de lutte collective facile à mettre en place.

Le terrorisme fait partie des formes génériques de violence politique extrême. Sa spécificité est de carburer aux émotions humaines (surprise, incrédulité, angoisse et lassitude), lesquelles vont introduire la terreur. C'est parce que les terroristes manipulent l'émotion de l'individu et qu'ils sont capables de faire passer ces émotions au sein du groupe qu'ils parviennent à produire des effets. Afin de véhiculer l'émotion de l'individu au groupe, deux vecteurs sont utilisés : la rumeur et l'exploitation des nouvelles technologies d'information et de communication.

Les entités utiliseront ces vecteurs soit directement contre les autorités, afin de les déstabiliser, soit de façon indirecte en influant sur les émotions populaires afin de créer une peur et de déstabiliser, encore une fois, les autorités. Toutes les entités pratiquant la violence collective peuvent exercer le terrorisme. Mais de ces entités, celle posant le plus de problèmes est l'organisation groupusculaire. Du fait de leur isolement, ces groupes peuvent plus aisément agir. Selon Jean-Jacques Patry, la différence entre les groupes terroristes d'aujourd'hui et ceux des années 1960-1970 réside dans les atouts que leur offrent les nouvelles technologies : l'Internet, les méthodes de cryptage, les armes collectives, etc.

Le panéliste a expliqué que la violence groupusculaire entraînait une déstabilisation, créant une défiance entre le citoyen et les institutions supposées le protéger. Cette déstabilisation passe par une reconnaissance du groupe par la population et les pouvoirs publics, par une « décrédibilisation » des institutions publiques et par la punition, par exemple l'isolation d'un gouvernement. Pour le panéliste, la meilleure façon de réagir envers les formes extrêmes de violence qui peuvent avoir un effet de masse est de posséder des institutions fortes. Ces institutions doivent connaître les autorités groupusculaires, s'informer sur leurs propres faiblesses,

mettre en place des dispositifs de sécurité et de défense, apporter le secours nécessaire, puis faire un bilan de l'expérience.

Richard Jackson, Professeur associé à l'École des sciences sociales de l'Université de Manchester, Royaume-Uni

Narrative, Policy and Hegemony: Critical Reflections on Contemporary Counterterrorism Discourse

Richard Jackson a analysé divers instruments de communication (discours politiques, publications académiques, films, programmes télévisuels, etc.) afin de comprendre la façon dont les questions de terrorisme et de contre-terrorisme sont comprises. Selon Jackson, il existe en ce moment un discours hégémonique dominant sur le terrorisme constituant une connaissance collective du terrorisme. De ce discours, cinq principales affirmations se dégagent : 1. Le terrorisme constitue une menace majeure à la démocratie ; 2. Il existe aujourd'hui un nouveau type de terrorisme ; 3. Les menaces terroristes proviennent principalement des islamistes extrémistes ; 4. Le nouveau terrorisme appelle à de nouvelles stratégies de contre-terrorisme ; 5. Les terroristes, psychologiquement anormaux, ne sont pas des acteurs rationnels. En analysant divers documents, Jackson a relevé que ces discours sont souvent exprimés de façon incorrecte et sont, de plusieurs façons, institutionnalisés.

Pour le panéliste, ces discours posent trois problèmes majeurs. Premièrement, la plupart de ces affirmations peuvent être contredites. Par exemple, du point de vue des enjeux de sécurité nationale et internationale, la menace terroriste est une des dernières sources de menace. De plus, des recherches ont démontré qu'historiquement, au regard des buts recherchés et des méthodes utilisées par les terroristes, le terrorisme d'aujourd'hui était sensiblement le même qu'auparavant. Ajoutons que le discours religieux est secondaire face au discours nationaliste et que, en ce qui a trait à la non rationalité des acteurs terroristes, des études ont démontré que ces derniers étaient tout à fait normaux psychologiquement. Le deuxième problème qu'a relevé Jackson a trait aux politiques mises sur pied pour contrer le terrorisme : ces politiques ne sont pas productives puisqu'elles ne traitent pas les problèmes sous-jacents. En fait, à l'exception de Bush et de Blair, très peu sont ceux qui croient qu'une guerre contre le terrorisme est en train d'être gagnée.

Pour conclure, le professeur Jackson suggère que les États occidentaux ont essayé de répondre au terrorisme trop rapidement, et sur la base d'une série de croyances et de discours qui s'avèrent être généralement faux. C'est la raison pour laquelle ces politiques sont aujourd'hui contre-productives. Pour Jackson, une approche plus axée sur ce qu'on croit connaître à propos du terrorisme est nécessaire. Ainsi, trois principaux noyaux doivent être atteints pour contrer le terrorisme : la proportionnalité, l'efficacité et la légitimité. La première étape pour mettre en place des politiques contre-terroristes efficaces consisterait, selon Jackson, à reconsidérer le langage manichéen utilisé par les gouvernements.

LES IDÉOLOGIES TERRORISTES ET ANTITERRORISTES

Sami Aoun, Professeur de science politique à l'Université de Sherbrooke

Al Qaida aujourd'hui

Sami Aoun a dressé un tableau d'Al Qaida cinq ans après le 11 septembre. Il a rappelé qu'il était important de distinguer cette mouvance de la culture politique islamiste, qui est tout sauf restreinte à cette seule organisation.

Al Qaida, au niveau de son leadership, conserve un noyau dur central, toujours très cohérent et actif. La conduite effective des opérations semble être passée entre les mains de Ayman al-Zawahiri qui oriente les efforts de l'organisation autour de deux axes principaux : la poursuite de la lutte contre l'« ennemi » lointain occidental (les États-Unis et l'Europe) et celle contre les régimes arabes dits « corrompus ». À cet effet, les tactiques d'Al Qaida comprennent des actions de déstabilisation violentes contre les bases de l'activité économique, souvent touristique, de ces régimes.

Aujourd'hui, cinq ans après le 11 septembre, il serait très ambitieux pour Al Qaida de prétendre être représentative de tout l'Islam. Elle revendique cependant toujours le monopole de son interprétation, une interprétation qui passe par le recours à une violence politique fondée sur les textes sacrés.

Sami Aoun a précisé qu'Al Qaida avait perdu une partie de la complicité qu'il avait avec la population musulmane. Il demeure néanmoins que, selon différents sondages cités par le panéliste, 42 % d'entre elle perçoivent toujours l'organisation comme héroïque, alors que 52 % ne comprennent pas comment cette organisation pourrait servir les intérêts des musulmans.

Les succès d'Al Qaida incluent son retour en Afghanistan où l'organisation compte toujours beaucoup d'alliés parmi la population, les seigneurs de la guerre et les tribus pachtounes de part et d'autres de la frontière pakistano-afghane. Récemment, la Somalie peut également figurer au nombre des succès du groupe terroriste, si l'on s'en remet aux serments d'allégeances prêtés à Al Qaida par les milices islamistes somaliennes et à la dangereuse proximité idéologique entre ces deux entités. Par contre, Al Qaida voit son influence diminuer au sein de la vaste mouvance islamiste. Ainsi, plusieurs organisations islamistes étant largement appuyés par les populations, comme les Frères musulmans, se sont distancées d'Al Qaida en choisissant un combat plus « politique » qui passe, par exemple, par la participation aux courses électorales. L'organisation a cependant contracté des alliances avec certains régimes autoritaires arabes, comme celui de Damas. Ces deux entités, malgré une division idéologique profonde, parviennent à s'entendre sur des objectifs géopolitiques communs, tels l'appui aux groupes armés palestiniens et la déstabilisation du régime libanais.

M. Aoun a conclu en soulignant que cette mouvance islamiste conservait toujours un important pouvoir de nuisance, et que sa survivance n'était pas une bonne chose pour la modernisation du monde musulman.

Patrice C. Brodeur, Professeur, Faculté de théologie de l'Université de Montréal

Discours des jihadistes et l'Islam

Patrice Brodeur a amorcé sa réflexion en précisant l'aspect inévitablement subjectif de toute analyse. La perception de la réalité objective est influencée par le contexte dans lequel elle a été produite. Le cadre de son analyse se veut « glocaliste » — un amalgame des notions de globalité et de localité — et post-11 septembre.

Selon lui, l'orientation philosophique de la mouvance jihadiste pourrait être en partie conditionnée par l'éducation de ses leaders. Ceux-ci proviennent en majorité du domaine des sciences pures — plusieurs possédant des diplômes d'études avancées en génie, en chimie ou en médecine —, au détriment des alors que sciences humaines, domaine considéré comme plus libéral.

La mouvance djihadiste est caractérisée par un manichéisme omniprésent doublé d'une volonté affirmée d'absolutisme basée sur l'infailibilité des textes sacrés. Cette tangente s'est, entre autres, illustrée en Iran par la présence d'un courant souhaitant sacraliser le leadership du président

iranien. Le mode de fonctionnement des nébuleuses terroristes a été influencé par la présence de nouvelles technologies qui favorisent la décentralisation du pouvoir et des activités. Les groupes terroristes des décennies précédentes fonctionnaient sur un mode plus centralisé géographiquement.

Pour endoctriner les troupes, le leadership jihadiste mise sur un ensemble d'exclusions perçues ou réelles, ainsi que sur des valeurs « éthiques » entourant la notion de « justice », alors que la notion de « liberté » est généralement escamotée.

Le panéliste a conclu en décrivant les multiples identités que peut chevaucher la mouvance jihadiste. Ces identités dépendent de plusieurs facteurs, tels que l'ethnicité ou la classe sociale. Ainsi, les succès ou les revers d'Al Qaida sont suivis avec beaucoup moins d'attention en Indonésie et au Bangladesh que dans le monde arabe.

Stéphane Leman-Langlois, Professeur à l'École de criminologie de l'Université de Montréal

Terrorisme et crime organisé. Contrastes et similitudes

Stéphane Leman-Langlois a suggéré l'idée que le motif politique était la principale distinction à établir entre le crime organisé et le terrorisme. De cette première distinction découlait une série d'autres différenciations, mais aussi de similitudes entre les deux types d'organisation.

Les éléments que partagent le crime organisé et le terrorisme comprennent le recours, sans hésitation, à la violence et le caractère souvent transnational des deux types d'organisation. Les contrastes, quant à eux, s'articulent autour de plusieurs aspects. Les besoins financiers du terrorisme sont minimes relativement aux besoins illimités du crime organisé, étant donné qu'il s'agit d'organisations vouées à la récolte de la manne financière découlant d'activités « commerciales » illégales. Par ailleurs, le crime organisé vise des buts mercantiles, et le terrorisme des objectifs idéologiques. À cet égard, la population n'est pas considérée de la même façon par les deux types d'organisations. Pour le crime organisé, le public consomme les biens et les services illégaux que lui fournissent les organisations criminelles, alors que le public représente des cibles individuelles à terroriser et/ou à abattre pour les terroristes. La violence est d'ailleurs utilisée de façon plus sélective par le crime organisé que par le terrorisme qui cherche surtout à la maximiser. Alors que le crime organisé doit être le plus discret possible vis-à-vis des médias, des derniers demeurent l'outil principal des terroristes toujours en mal de visibilité.

Enfin, les capitaux empruntent des trajets inverses dans les deux types d'organisation. Un des objectifs du crime organisé est de blanchir des sommes obtenues par des activités illégales pour les remettre dans le circuit légal. Le financement terroriste emprunte plutôt le chemin inverse en cherchant à camoufler la destination douteuse de capitaux obtenus souvent dans la légalité.

LES RÉPONSES SÉCURITAIRES CINQ ANS APRÈS LE 11.09.01

Benoît Dupont, Professeur adjoint, École de criminologie, Université de Montréal

Les réseaux de sécurité dans la lutte contre le terrorisme

La présentation de Benoît Dupont traitait des organisations de sécurité qui œuvrent — ou qui devraient œuvrer — en réseau pour combattre les groupes terroristes. L'objectif de cette allocution était de déconstruire l'opposition entre les réseaux de sécurité et les organisations réseautiques terroristes.

Avant d'entrer dans le cœur de sa présentation, Benoît Dupont a précisé que, selon lui, la distinction entre nouveau et ancien terrorisme était un mythe. Les écrits contemporains et les discours reliés à la sécurité dans les pays occidentaux véhiculent l'idée que l'ancien terrorisme était beaucoup plus hiérarchisé alors que le nouveau agit sous une forme décentralisée. Pour le panéliste, cette perception relève du fait qu'Al Qaida continue de frapper les pays occidentaux alors même que les capacités opérationnelles de son chef diminuent. Ce serait donc une manière de percevoir les organisations terroristes agissant sous une structure en réseau.

Pour le professeur Dupont, ce que nous qualifions de moderne dans le terrorisme est simplement dû à un défaut de notre mémoire. Autrement dit, le nouveau terrorisme n'est pas plus nouveau que les façons récentes d'organiser les institutions sociales. Le terrorisme se sert de technologies de l'information qui sont amplement répandues au sein des sociétés. Il serait faux de croire que le terrorisme contemporain, qualifié de terrorisme « *my space* » grâce à l'Internet, est une nouveauté en soi. Nous utilisons cet outil de communication depuis déjà fort longtemps. L'Internet n'est donc pas réservé exclusivement aux organisations terroristes. Par ailleurs, le fait de qualifier le terrorisme de nouveau peut certainement biaiser la réalité car, ce faisant, nous tombons dans une forme d'ethnocentrisme et considérons que les terroristes ne sont pas aptes à utiliser les mêmes technologies que les sociétés démocratiques.

Les outils informatiques utilisés par les agences de renseignements et policières permettent de dessiner la menace des réseaux terroristes en comptabilisant et en répertoriant les terroristes et leurs ramifications multiples. Selon Benoît Dupont, cette façon de procéder est trop simpliste et permet, par ailleurs, aux agences sécuritaires de véhiculer l'image d'un terrorisme en réseaux. Il serait nécessaire de repenser la gestion étatique des moyens de combattre le terrorisme. Le succès réside dans une meilleure compréhension du système des réseaux. Le fait de se baser sur une exactitude, une certitude de la définition de la menace, pour tenter de contrer celle-ci est une erreur de raisonnement qui mène à trois paradoxes.

Tout d'abord, le premier paradoxe est celui de la confiance. Les membres des organisations terroristes ont une extrême confiance entre eux. C'est le concept de confiance résiliente : la confiance entre les membres est basée sur un système de valeurs dont les convergences d'idées et d'intérêts permettent aux organisations terroristes de conserver leur capacité de survie malgré les échecs ou les défaillances de certains membres. Au contraire dans les réseaux institutionnels, la confiance est fragile, car elle est basée sur des situations permanentes de réévaluations des différents membres du réseau de sécurité. Le problème réside dans le manque d'intérêts et de cultures communs entre les partenaires des agences de renseignement et de sécurité.

Le second paradoxe se situe sur le plan de l'information, appelé l'effet « Wikipédia » par le professeur Dupont. Les informations utilisées par les terroristes sont beaucoup plus fluides, comparativement à celles de l'effet « Google » des réseaux de sécurité, noyées dans des bases de données rigides exponentielles. Les terroristes ont donc un accès aux informations rapide et sans contrainte, tandis que les réseaux de sécurité, de par leur structure, sont incapables de maîtriser, ou même de déchiffrer et d'analyser la masse d'information qu'ils collectent.

Enfin, le troisième paradoxe est celui de la légalité. Pour les groupes terroristes, l'objectif est le résultat, peu importe les moyens entrepris pour parvenir à leurs fins. Pour les réseaux de sécurité, la problématique se situe au niveau des moyens utilisés pour réussir à contrer les réseaux terroristes. Les agences de sécurité et de renseignement sont imputables devant les gouvernements et doivent partager les informations, ce qui reste problématique en soi, car le partage des responsabilités se fait entre les diverses institutions politiques.

Frédéric Lemieux, Professeur de Science policière, Collège d'études professionnelles, Université George Washington, États-Unis

Les agences de renseignements dans la lutte au terrorisme

Frédéric Lemieux a parlé des agences de renseignement. Celles-ci devraient non seulement subir des refontes structurelles, mais aussi miser sur des apprentissages organisationnels. Avant d'entrer dans le vif du sujet, il a dressé un portrait des quatre rôles des agences de renseignement. Premièrement, les agences de renseignement doivent détecter les « *patherns* » atypiques parmi une multitude de données. Deuxièmement, elles doivent déceler les changements de paradigmes dans les activités terroristes, afin d'établir des connaissances approfondies sur le sujet. Celles-ci doivent être bien commentées pour constituer un savoir de base. Troisièmement, les agences de renseignement doivent avoir une vision futuriste stratégique, susceptible d'anticiper les conséquences des activités terroristes. Finalement, ces organisations de renseignement doivent orienter les décisions des gouvernements et des organisations policières dans des actions opérationnelles.

Selon Frédéric Lemieux, des problèmes ont été constatés quant à la propriété des renseignements qui ont été recueillis par les diverses agences institutionnelles. Ces dernières souhaitent avoir le contrôle sur leurs renseignements et cela pose problème dans la lutte contre le terrorisme. Des problèmes surgissent également sur le plan de l'intégration des informations recueillies. Avec les nouvelles technologies en matière d'information, les services gouvernementaux et les agences de renseignement veulent avoir ce qui se fait de mieux comme outils de prise de données afin de faciliter le traitement des renseignements. De nombreux problèmes sont également reliés à la classification et au contrôle des données sécuritaires, les institutions politiques et de renseignement surestimant la portée des informations recueillies. Cela rend le travail de classement beaucoup plus ardu, étant donné qu'il y a une limite aux échanges de données. Enfin, la volonté de détenir les technologies les plus sophistiquées et les plus performantes pour le recueil de données empêche d'entrer dans ces bases les nombreuses ressources humaines qui sont pertinentes dans l'analyse des informations. Ce qui est le plus problématique, selon Frédéric Lemieux, c'est le manque d'imagination des services de renseignement et leur vision stratégique concentrée sur eux-mêmes, c'est-à-dire dans leurs activités et dans leur croyance professionnelle. Les conséquences de cette situation les empêchent d'évoluer et de s'adapter aux enjeux sécuritaires.

Après les attentats du 11 septembre 2001, il y a eu plusieurs réformes légales pour mieux outiller les services de sécurité des institutions politiques, notamment dans la collecte des informations et leurs échanges. Des contrats ont été donnés à différentes agences pour la collecte d'information, et une structure centrale a été créée pour analyser les informations. Des forums ont été tenus, de nouveaux acteurs ont été ajoutés, la consommation de renseignements a été centralisée, de nouvelles technologies ont été achetées dans le but d'améliorer la prise de données et le leur traitement.

Néanmoins, il reste des limites intrinsèques, comme la rationalité et la subjectivité des acteurs du renseignement. Certaines informations ne se rendent pas toujours à la bonne destination. Le niveau d'incertitude du système international est souvent mal interprété et il existe des tensions entre les agences militaires et civiles au niveau de leur statut et sur la question du partage des renseignements récoltés. De plus, la structure des agences et des bureaucraties est beaucoup trop lourde et la culture des différentes agences de renseignement reste problématique. Le problème au niveau du langage des employés est souvent un facteur important qui complique la tâche d'analyse et de partage des informations, car le langage est différent entre agences selon la nature des événements et des données. Les agences ne voulant pas partager leurs informations, elles tenteront donc de protéger leurs sources. Finalement, les contraintes légales posent problème, car

les actions doivent s'inscrire dans un cadre légal, ce qui renvoie au dilemme des moyens versus les gains susceptibles d'être obtenus.

Benoît Gagnon, Chercheur à la Chaire Raoul-Dandurand et doctorant en criminologie à l'Université de Montréal

Terrorisme et gestion de risque

L'intervention de Benoit Gagnon traitait de la gestion de risque, c'est à dire la façon de gérer le risque engendré par le terrorisme. Au niveau des statistiques, la base de données que M. Gagnon a utilisée pour des soins méthodologiques est celle de la *Rand Corporation*. Toutefois, il est conscient que celle-ci est peut être biaisée et présenter des données alarmistes, car elle est proche du gouvernement américain. De plus, cette base de données se fie essentiellement aux sources médiatiques. Or, après le 11 septembre 2001, il y a eu une implosion d'évènements recensés comme étant des incidents terroristes, alors qu'ils n'en étaient pas forcément. Par exemple, la guerre irakienne contribue beaucoup à faire augmenter les éléments inscrits dans la base de données.

Benoît Gagnon a mentionné que, depuis la fin des années 1990, le phénomène terroriste était perçu comme un élément important de l'insécurité des sociétés démocratiques. La raison en est simple : il y a une confusion entre les attentats terroristes internationaux et les attentats terroristes nationaux. Le terrorisme international est moins important que durant les années 1980. C'est le terrorisme national qui est en hausse, surtout à cause de la situation irakienne. Ce type de terrorisme possède, la plupart du temps, un caractère d'insurrection, guidé en toile de fond par une stratégie de libération nationale.

Au niveau du nombre de victimes engendrées par le terrorisme international, on observe une augmentation du nombre de morts. Mais cela est dû au 11 septembre. Sans ces évènements, la moyenne de victimes par attentat terroriste international resterait stable. Pour calculer le risque, le spécialiste sur le phénomène terroriste considère qu'il y a trois façons de procéder : il faut évaluer la probabilité, les conséquences possibles et la menace. De cette manière, le risque du terrorisme international peut être perçu comme étant en baisse. Donc, on peut croire que la menace est beaucoup moins alarmante.

Cependant, ce qui reste problématique à bien des égards, c'est le type de menace qu'il représente. En effet, sans être nouveau, le terrorisme contemporain peut être considéré comme une menace, car il est présent dans nos sociétés, il procède d'une internationalisation de ses activités qui va de pair avec la mondialisation, et est plus diffus grâce aux réseaux. Il y a également un mélange de motivations religieuses dans les actions terroristes considérées comme nihilistes et on assiste à un passage des terroristes professionnels à des terroristes amateurs. Il y a donc moins de terroristes de carrière comparativement aux époques précédentes. C'est peut-être ce qui explique le nombre d'attentats terroristes suicidaires et l'augmentation des morts civiles. Sur ce point, les civils sont des « soft spots », car les infrastructures sécuritaires et gouvernementales sont beaucoup mieux protégées que par le passé.

Qu'est-ce que toutes ces transformations impliquent pour les décideurs politiques qui tentent d'évaluer la menace? Selon Benoît Gagnon, le réflexe qui consiste à faire des prédictions à partir d'évènements passés est un mauvais réflexe. Selon les travaux de Marc Sageman, les terroristes sont souvent des « *bunch of guys* », c'est-à-dire des individus qui, au départ, n'avaient pas l'intention de commettre des attentats terroristes. Pour Benoît Gagnon, on ne peut donc pas faire de prédictions, car soit le risque terroriste est en baisse soit il n'est pas calculable. Ce qu'il reste à faire, c'est de la gestion de conséquence car, malgré les milliards de dollars investis dans les

mesures de sécurité post-11 septembre, les terroristes sont quand même capables de commettre des attentats.